Changement climatique : Les Grands de ce Monde regardent ailleurs !

Résumé analytique et synthétique de l'ouvrage (118 pages)

Auteur du travail source : Thierry Lamireau | **Domaine :** Science politique, Droit & Gouvernance climatique

Format : Synthèse stratégique en 2 pages

1. PROBLÉMATIQUE & CADRE CONCEPTUEL

Le Paradoxe de l'Attention Sélective

L'ouvrage analyse le fossé structurel entre l'omniprésence du discours climatique dans les sommets internationaux et la persistance de trajectoires énergétiques incompatibles avec l'Accord de Paris. L'expression *« regardent ailleurs »* ne désigne pas une ignorance individuelle des dirigeants, mais une **sélection politique de l'attention** : focalisation sur des réussites sectorielles visibles pour masquer l'ajournement des réformes de fond.

Distinction Essentielle : Deux Écarts

- **Écart d'ambition :** Insuffisance des cibles affichées (les Contributions Déterminées au Niveau National - NDC) par rapport aux objectifs scientifiques (1,5°C / 2°C).
- **Écart de mise en œuvre :** Décalage entre les engagements souscrits et les instruments juridiques, budgétaires ou administratifs réellement déployés. Même appliquées à 100 %, les NDC actuelles ne combleraient qu'un tiers du déficit d'action mondial.

2. TYPOLOGIE DES FORMES DE RETARD

L'étude établit une distinction rigoureuse entre trois concepts clés :

- **Déni climatique :** Contestation épistémique de la réalité ou de l'origine anthropique du réchauffement (en déclin dans les arènes officielles).
- **Obstruction organisée :** Actions coordonnées par des réseaux d'intérêts fossiles pour bloquer ou diluer des régulations spécifiques (ex. contentieux judiciaires, lobbying).
- **Discours du retard :** Acceptation formelle du diagnostic scientifique couplée à un report systématique des réponses au nom des coûts économiques, de l'incertitude ou des sacrifices sociaux.

Question de Recherche Principale (Forschungsfrage)

Par quels mécanismes politiques, économiques et discursifs les grandes puissances détournent-elles l'attention ou retardent-elles l'action, et quels leviers permettent d'aligner la mise en œuvre sur les promesses ?

3. MÉCANISMES POLITIQUES, ÉCONOMIQUES & DISCURSIFS

A. Verrouillage Carbone & Actifs Exposés

La dépendance au sentier (*path dependency*) perpétue les investissements fossiles. La concentration du capital et l'exposition des réserves de charbon, de pétrole et de gaz créent des points de veto puissants au sein des institutions publiques. Aux États-Unis, la possession de réserves fossiles territoriales correle directement avec la participation des États aux recours juridiques contre les régulations environnementales.

B. Cadrage Médias & Capture de l'Expertise

Les stratégies industrielles ont évolué : le discours ne renie plus la transition mais présente les hydrocarbures (gaz naturel) comme des « partenaires obligés » des renouvelables. Par ailleurs, la capture partielle de la recherche (financements ciblés) et la politisation de l'incertitude transforment des arbitrages politiques distributifs en controverses scientifiques sans fin.

C. Dilution de la Responsabilité & Urgences Concurrentes

L'attention politique est discontinue. Les crises sécuritaires, d'emploi ou d'inflation relèguent l'action climatique au second plan. La fragmentation administrative permet à chaque niveau (État, collectivités, entreprises) d'imputer l'inaction à un autre échelon.

4. LIMITES DE LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE

L'Accord de Paris s'appuie sur une logique facilitatrice, non punitive et basée sur la transparence. Sans mécanisme de sanction, les promesses manquent souvent de garanties d'exécution. De même, les engagements du **G20** sur la suppression des subventions aux combustibles fossiles buttent sur l'absence de définitions communes et de reddition de comptes obligatoire.

5. ANALYSE COMPARATIVE DES PUISSANCES

Puissance	Principaux Facteurs de Retard	Dynamiques d'Action
États-Unis	Polarisation politique, poids des réseaux fossiles, contentieux juridiques de veto.	Politique industrielle massive (IRA) mais persistance d'exportations fossiles record.
Chine	Priorité à la sécurité énergétique et au charbon, gouvernance centralisée.	Déploiement géant des renouvelables doublé du maintien des capacités thermiques.
Union Européenne	Controverses entre États membres, contraintes de compétitivité industrielle.	Puissance réglementaire majeure (CBAM/MACF, marché carbone ETS), normativité commerciale.
G20 & Émergents	Dépendance budgétaire, contraintes de dette, arbitrages développement / climat.	Revendication d'une justice climatique face aux engagements Nord-Sud non tenus.

6. JUSTICE CLIMATIQUE & ASYMÉTRIES NORD-SUD

Finance & Responsabilités Historiques

La crédibilité de la gouvernance internationale repose sur le respect des promesses financières des pays développés (ex. 100 milliards $/an, Fonds Pertes & Préjudices). Les retards dans les décaissements érodent la confiance et entravent l'action dans le Sud global. De plus, l'empreinte carbone est fortement inégalitaire : les 10 % les plus riches concentrent une part majeure des émissions mondiales et du pouvoir d'investissement.

Pièges du Financement de l'Adaptation

L'étude souligne les risques de capture des fonds d'adaptation par des intermédiaires bureaucratiques ou des élites locales, détournant l'aide des communautés réellement vulnérables (ex. cas d'études à Madagascar et en Afrique subsaharienne).

7. LEVIERS SYSTÉMIQUES DE RÉORIENTATION

1. Régulation de l'Offre & Sortie des Fossiles

Agir sur la seule demande ne suffit pas. Il est indispensable de fixer des plafonds d'extraction, de réformer les traités de protection des investissements et de supprimer progressivement les garanties publiques aux projets d'infrastructures carbonées.

2. Transparence Budgétaire & Réforme des Subventions

Adopter une méthode standardisée et universelle de comptabilisation des subventions fossiles directes et indirectes (G20/OCDE), assortie de compensations sociales ciblées pour éviter les contrecoups populaires.

3. Redevabilité Juridique & Intégrité Informationnelle

Mobiliser le levier judiciaire pour contraindre États et multinationales à respecter des budgets carbone contraignants. Imposer des normes strictes de reporting (séparation nette entre réductions brutes et compensations/absorptions incertaines).

8. CONCLUSION & RECOMMANDATIONS

Synthèse Générale de l'Étude

Le retard climatique n'est pas un fatalisme sociologique ni un pur manque de connaissances, mais le résultat ajustable de choix d'architecture institutionnelle et de compromis économiques.

Clef du succès : Remplacer les déclarations d'intention à très long terme par une chaîne ininterrompue de redevabilité — liant des budgets carbone annuels, des investissements traçables, une participation démocratique amont et des mécanismes de correction obligatoires.

Note : Résumé établi en stricte conformité avec le texte source de l'étude (118 pages).